

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Vite-des-infos-45712>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez
vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°67 > **Vite des infos !**

31 décembre 2015

Vite des infos !

58 % des Français estiment que Hollande doit fermer Fessenheim



Selon un sondage Tilder-LCI-OpinionWay, 58% des sondés estiment que la promesse électorale du président de fermer Fessenheim, la doyenne des 19 centrales françaises, doit être tenue, tandis que

40 % n'y sont pas favorables. Cette proportion grimpe à plus de 70 % chez les électeurs qui voteraient pour François Hollande au premier ou second tours du scrutin présidentiel de 2017, tandis que les partisans de Nicolas Sarkozy y sont plutôt défavorables, tout comme les Français âgés de plus de 65 ans.. Sources : dna.fr

La COP21 refuse l'électricité 100 % renouvelable d'Enercoop



Enercoop, la coopérative qui fournit une électricité 100 % renouvelable, avait proposé ses électrons verts à la COP 21 [...] Mais l'État a fait appel aux grandes entreprises pour éponger une partie des 187 millions d'euros que devrait coûter le sommet international. Pour cela le gouvernement a choisi les PPP - les partenariats public-privé - pour ne pas dire que le privé subventionne le public sous la forme du mécénat. Ce qui explique pourquoi la France a poliment décliné l'offre de la coopérative Enercoop, au profit de la multinationale EDF.

Philippe Delacroix, ambassadeur en charge des partenariats public-privé au secrétariat général de la COP, s'est fendu d'un courrier à la coopérative expliquant qu'un accord avait déjà été conclu avec EDF, "qui répondra aux besoins très importants de la COP21 en matière d'énergie électrique". Le motif du refus est limpide : "la très substantielle contribution d'EDF a été placée sous le signe du

mécénat, alors que cette option ne semble pas envisagée par Enercoop", écrit le diplomate. [...] A défaut d'une électricité sans gaz à effet de serre et 100 % renouvelable, la conférence sur le réchauffement climatique sera alimentée par une électricité majoritairement nucléaire (77 %), une petite partie proviendra des renouvelables (17 %) et environ 5 % des énergies fossiles. L'exemplarité environnementale de la COP 21 en prend un coup.

Source : journaldelenergie.com

Annuler les EPR de Hinkley Point ? Même les pro-nucléaire s'y mettent !

Selon le quotidien économique La Tribune, "Le coût total du projet d'Hinkley Point est estimé à 24,5 milliards de livres (33 milliards d'euros environ) par la Commission européenne alors qu'EDF chiffrait sa construction à quelque 16 milliards de livres en 2013."

Le 21 novembre 2014, Sir David King, ancien conseiller scientifique en chef du gouvernement britannique, déclarait à l'Independent : "La Grande-Bretagne pourrait bien être capable de se passer totalement de nucléaire ... la vraie priorité devrait être de développer des façons de stocker l'électricité pour pouvoir se reposer sur le soleil et le vent, qui sont variables."

Le 4 août 2015, l'ancien secrétaire à l'Énergie, également beau-père de l'actuel chancelier Gordon Brown (!), Lord Howell, n'hésitait pas à déclarer au Telegraph que les EPR d'Hinkley Point sont "l'une des plus mauvaises affaires de tous les temps pour les ménages et l'industrie britanniques".



Mark Lynas & George Monbiot

Voilà maintenant que les éditocrates pro-nucléaire s'y mettent, dont les très en vue George Montbiot et Mark Lynas, deux fundamentalistes du nucléaire. Ils ont co-signé une tribune dans le Guardian le 15 septembre dernier. Lisez plutôt : "Hinkley C présente toutes les caractéristiques distinctives d'un "éléphant blanc" : hors de prix, ultra-compliqué et en retard. [...] Le gouvernement devrait mettre fin au projet. [...] Tony Roulstone, qui dirige le mastère d'ingénierie nucléaire à l'université de Cambridge, estime que le projet d'Hinkley C revient à "construire une cathédrale à l'intérieur d'une cathédrale". Il conclut qu'il est "inconstructible". [...] C'est vrai, l'EPR est un modèle éprouvé – pour un échec total [a proven formula for chaos]. [...] Mais le plus grave problème imposé par Hinkley C est peut-être un fléau énergétique. Tandis que le projet est retardé, le courant qu'il aurait sinon généré sera probablement fourni à la place par des centrales à combustible fossile. Si ces EPR s'avèrent en effet inconstructibles, le résultat risque bien d'être une retraite en désordre vers les centrales à gaz et peut-être même à charbon. Nous incitons le gouvernement à mettre à la poubelle ce projet, et à utiliser l'argent promis à ses investisseurs [en premier lieu EDF. NDLR] pour accélérer le déploiement d'autres technologies bas carbone, à la fois renouvelables et nucléaire. [sic : le nucléaire, c'est trop cher, alors remplaçons-le... par du nucléaire ! Imparable ! NDLR] [...] Oui, nous sommes toujours pro-nucléaire. Mais pas à n'importe quel prix."

Sources : La Tribune, The Independent, The Telegraph, The Guardian

Errata (revue n°66)

Dans l'article "Solar Fire, l'entrepreneuriat solaire accessible aux plus pauvres" paru dans notre n°66, nous avons indiqué de façon erronée que "En partenariat avec Solar Fire, l'industriel indien V. Desai et son entreprise Tinytech ont mis au point un concentrateur solaire en open source de 90 m2, librement reproductible, qui permet de cuisiner pour plusieurs centaines de personnes ou d'alimenter des procédés industriels en vapeur à haute température." L'équipe de Solar Fire nous indique : "Nous n'avons pas souhaité poursuivre une collaboration avec V. Desai/Tinytech et ce modèle n'est pas en open-source.". Par ailleurs, le premier guide gratuit et open source de construction (système Sol1) a été mis en ligne : www.gosol.org/guides Dans l'article concernant la débâcle financière d'Areva, le chiffre annoncé de 7 milliards d'euros correspondait aux besoins financiers d'Areva et non au montant de la recapitalisation. Dans l'article consacré à l'impact de la sécheresse sur les rejets des centrales nucléaires, il fallait lire "On estime que la température du Rhin a augmenté de près de 3°C, notamment à cause de la centrale de Fessenheim." En effet, les quatre centrales nucléaires suisses situées au bord du Rhin ou de ses affluents portent aussi leur part de responsabilité dans ce réchauffement.